

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Déclaration – République tchèque

Permettez-moi de **remercier les autorités jordaniennes** pour avoir accueilli aimablement cet événement, en nous offrant à tous une expérience de première main concernant le travail difficile réalisé par la Banque dans la région SEMED.

Comme d'autres, j'apprécie grandement les résultats opérationnels obtenus en 2017, surtout en ce qui concerne le « tournant vert » pris par la BERD et j'espère que cette tendance perdurera. Dans le même temps, je suis surpris par le **manque de cohérence** ressortant des documents qui nous sont présentés aujourd'hui. Les réalisations record en 2017 contrastent fortement avec le plan d'activités pour 2018, qui est le moins ambitieux que nous ayons eu depuis des années. Un contraste frappant, compte tenu des **abondantes capacités capitalistiques** qui pourraient permettre d'accroître de 30 % les investissements. Les gouverneurs ont choisi à bon escient la devise de notre stratégie actuelle : « faire plus et faire mieux dans toutes nos régions ».

Pour ce qui est de « **faire plus** », nous nous réjouissons de ces capacités supplémentaires pour générer plus et comptons sur la Direction de la Banque pour utiliser dans toute la mesure du possible ces capacités au profit de sa région actuelle, conformément au mandat que lui ont confié les gouverneurs en 2015. Nous devrions dans un premier temps mener un **examen stratégique complet**, pays par pays, afin d'évaluer les opportunités existantes et manquées, et d'établir un plan sur les moyens à mettre en œuvre pour surmonter les obstacles identifiés, pour stimuler le développement des activités et pour utiliser le capital plus efficacement afin de maximiser l'impact de la Banque en veillant à maintenir le budget inchangé comme prévu. De plus, pour fortifier la Banque, nous devrions mettre davantage l'accent sur (i) une gestion ingénieuse du portefeuille stratégique, en assurant un équilibre optimal entre risques, transition, rentabilité et concentration dans un petit nombre de pays ; (ii) le maintien à long terme de la viabilité financière et de la productivité, en évitant une nouvelle escalade des dépenses et en stimulant la génération de revenus ; et (iii) l'optimisation de l'efficacité en achevant en temps opportun la mise en œuvre du programme de réduction des coûts et s'en tenant à la bonne pratique qui consiste à identifier les économies supplémentaires sur une base annuelle.

Pour ce qui est de « **faire mieux** » et de rester pertinente, la BERD devrait tirer parti de ses connaissances en concevant des **produits innovants adaptés aux différents stades de la transition**. Se montrer inventive et faire meilleur usage des pays aux stades avancés de la transition qui pourraient servir de laboratoire pour le pilotage de tels instruments, faciliterait l'obtention de meilleurs résultats dans les pays aux premiers stades de la transition.

J'ai observé avec un certain malaise l'orientation et le rythme des dernières évolutions et j'ai été très inquiet quand nos gouverneurs ont appris, par les médias, qu'un tiers des capacités de la BERD pourraient être investi en Afrique sub-saharienne. **Nous ne sommes pas d'avis que l'expansion soit une priorité urgente de la BERD**. Sans doute la BERD a-t-elle accompli son travail en République tchèque, mais il est loin d'être terminé dans la région élargie. Compte tenu des problèmes actuels et du contexte politique et économique difficile, nous demandons instamment à la BERD de se **concentrer pleinement sur son mandat actuel, dans sa région actuelle**.

Les **institutions ne sont pas toutes censées travailler avec tout le monde, tout faire, et partout**. Nous apprécions les accomplissements de la Banque en termes de mobilisation des capitaux privés et nous **l'encourageons fortement à partager son savoir-faire unique** avec d'autres intervenants déjà implantés localement, pertinents, mieux équipés pour obtenir des résultats en Afrique sub-saharienne et dans d'autres pays qui dépendent fortement de subventions. La BERD, une institution relativement récente dans la famille des IFI, a été spécialement créée en tant que **banque pour assurer la transition**, l'accent étant placé sur les principes démocratiques et l'économie de marché. C'est là notre valeur ajoutée. **Toute**

expansion au-delà de la région SEMED actuelle, strictement en fonction d'une étude réalisée au cas par cas, est prématurée.

Je l'ai dit, la République tchèque reste le seul pays qui a accompli avec succès ce que la Banque s'est fixé comme mission. Pourtant, M. le Président du Conseil, 10 ans après notre gradation, nous aimons la BERD. Nous aimons le mandat de la BERD. En particulier, nous aimons les trois caractéristiques qui répondent directement aux trois questions posées aux gouverneurs aujourd'hui. Premièrement : nous aimons le mandat **politique** de la BERD. Nous souhaitons qu'il reste en l'état. Deuxièmement : nous aimons le mandat de **transition** de la BERD. Nous souhaitons qu'il reste en l'état. Troisièmement : nous aimons le mandat **géographique** de la BERD. Et nous souhaitons qu'il reste en l'état.